

- 7 AVR. 2025

**Arrêté n° 335/2025/DREAL/UD88 du
modifiant les conditions d'exploitation de l'unité de valorisation énergétique FENIIX sur la
commune de Rambervillers**

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2348/2018 du 17 octobre 2018 autorisant la société SUEZ RV Energie Rambervillers à exploiter une installation de traitement thermique de déchets ;
- Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 13 mai 2024 par la société SUEZ FENIIX à Madame la Préfète ;
- Vu l'avis du service départemental d'incendie et secours du 25 septembre 2024 ;
- Vu l'avis de la région Grand-Est, direction Energie, Climat et Economie circulaire du 08 novembre 2024 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 07 mars 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis le 13 mars 2025 à la société SUEZ FENIIX pour observations éventuelles ;
- Vu les observations émises par la société SUEZ FENIIX en date du 21 mars 2025 ;

Considérant les observations émises par la société SUEZ FENIIX sont recevables ;

Considérant que les modifications demandées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Elles ne procurent pas au projet, à ce titre, un caractère substantiel mais constituent des modifications notables ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société SUEZ FENIIX, dont le siège social est situé 9001, route de Romont, 88700 RAMBERVILLERS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à modifier ses conditions d'exploitation dans les conditions exprimées aux articles suivants.

Article 2 – Modification de la zone de chalandise :

Les dispositions de l'article 2.2.3 - Origine géographique des déchets de l'arrêté préfectoral n° 2348/2018 du 17 octobre 2018 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 2.2.3. Origine géographique des déchets

Conformément au plan régional de gestion des déchets, les déchets admis dans l'usine sont, par ordre de priorité et sous réserve du respect du principe de proximité :

- les déchets ménagers et assimilés relevant des compétences du syndicat EVODIA ;
- les déchets d'activité économique assimilables aux déchets ménagers et incinérables provenant d'autres sources du département des Vosges ;
- ordures ménagères résiduelles exclusivement destinées à l'enfouissement provenant des départements :
 - x Est Moselle ;
 - x Sud Meurthe et Moselle.
- OMr lors des arrêts techniques (programmés ou fortuits) d'autres installations de traitement de déchets :
 - x Région Grand Est ;
 - x départements limitrophes de la région Grand Est.

Article 3 – Mise en place d'une unité de mise en balles :

L'exploitant est autorisé à mettre en place une presse à balles mobiles engendrant l'aménagement d'une zone à l'entrée du site de FENIIX pour le stockage de balles d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) adaptées, résistantes aux UV et aux intempéries. Cette zone permet le stockage de 3 960 m³ d'OMr sur une surface de 1 100 m².

Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 5 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ – FENIIX et dont copie sera adressée à la mairie de Rambervillers.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 7 AVR. 2025

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI